

DEPARTEMENT DE LA DROME

Carte Communale

Commune de
VAL MARAVEL

- 1** *Rapport de présentation*
 - 1.1** *Rapport*
 - 1.2** *Annexes*
- 2** *Documents graphiques*



CARTE COMMUNALE APPROUVEE	
Par délibération du conseil municipal du : 27 Janvier 2010	Par le Préfet de la Drôme le : 2 Mars 2010
Le Maire	Le Préfet



François ESTRANGIN

Urbanistes

Micropolis – Bâtiment La Bérardie – 05000 GAP

EURECAT
Karine CAZETTES



SOMMAIRE

PORTEE ET CONTENU DU DOCUMENT	1
PORTEE.....	1
CONTENU	2
PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNE	3
DONNEES DE CADRAGE	5
1 - Localisation et accès	5
2 - Eléments d'histoire	5
3 - Contexte institutionnel	5
4 - Documents d'urbanisme.....	5
ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	7
1 - Relief et géomorphologie	7
2 - Climat.....	7
3 - Géologie.....	7
4 - Hydrographie.....	7
5 - Hydrogéologie	7
6 – L'agriculture et la forêt	9
7 – Le paysage.....	9
8 – Les formes urbaines	11
9 - Patrimoine naturel	13
8 - Risques et nuisances	17
VIE COMMUNALE.....	19
1 - Population	19
2 - Habitat et construction.....	21
3 - Activités économiques, services, transports.....	22
4 - Equipements publics	23
5 - Patrimoine culturel.....	23
6 – Vie sociale et associative	23

PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT	25
POTENTIALITES	25
1 - Démographie.....	25
2 - Habitat.....	25
3 - Economie	25
4 - Equipements publics	25
CONTRAINTES	28
1 - Principes d'aménagement à respecter	28
2 - Enjeux paysagers.....	28
3 - Risques	28
4 - Servitudes et projet	28
CHOIX COMMUNAUX	27
OBJECTIFS.....	27
EXPLICATION DES CHOIX	33
1 - Les besoins à satisfaire.....	33
2 - Les secteurs constructibles retenus	33
3 - Le changement de destination des bâtiments agricoles et la reconstruction	33
4 - Les activités	33
PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT	29
INCIDENCE DES CHOIX SUR L'ENVIRONNEMENT	29
1 - Impacts sur la faune et la flore	29
2 - Impacts sur le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage	29
PRESERVATION ET MISE EN VALEUR	30

PORTEE ET CONTENU DU DOCUMENT

Portée

La carte communale est un document d'urbanisme régi par les articles L. 124-1 et suivants et R. 124-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Art. L. 124-1 - Les communes qui ne sont pas dotées d'un plan local d'urbanisme peuvent élaborer, [...] une carte communale précisant les modalités d'application des règles générales d'urbanisme prises en application de l'article L. 111-1.

Article L124-2 - Les cartes communales respectent les principes énoncés aux articles L. 110 et L. 121-1.

Elles délimitent les secteurs où les constructions sont autorisées et les secteurs où les constructions ne sont pas admises, à l'exception de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.

Les cartes communales sont approuvées, après enquête publique, par le conseil municipal et le préfet. Elles sont approuvées par délibération du conseil municipal puis transmises pour approbation au préfet, qui dispose d'un délai de deux mois pour les approuver. A l'expiration de ce délai, le préfet est réputé les avoir approuvées. Les cartes communales approuvées sont tenues à la disposition du public.

Elles doivent être compatibles, s'il y a lieu, avec les dispositions du schéma de cohérence territoriale, du schéma de secteur, du schéma de mise en valeur de la mer, de la charte du parc naturel régional ou du parc national, ainsi que du plan de déplacements urbains et du programme local de l'habitat. Elles doivent également, s'il y a lieu, être compatibles avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L. 212-1 du code de l'environnement ainsi qu'avec les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L. 212-3 du même code. Lorsqu'un de ces documents est approuvé après l'approbation d'une carte communale, cette dernière doit, si nécessaire, être rendue compatible dans un délai de trois ans.

Les principes généraux en matière d'urbanisme (définis à l'article L.121.1 du Code de l'urbanisme) sont les suivants :

1/ L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable ;

2/ La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat et d'activités économiques, commerciales, sportives ou culturelles ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux ;

3/ Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

La carte communale délimite donc un ou des secteurs où la construction est autorisée, dans le respect des règles générales d'urbanisme. En dehors de ces secteurs, la construction est interdite (sauf dans les cas particuliers cités ci-dessus). Il n'y a pas de règlement particulier attaché à la carte communale.

En dehors de ces secteurs, la construction est interdite, sauf dans les cas particuliers cités ci-dessus.

Contenu

Le présent dossier de carte communale comprend un rapport de présentation, des documents graphiques et des annexes, conformément au Code de l'Urbanisme :

Art. R. 124-1. - La carte communale comprend un rapport de présentation et un ou plusieurs documents graphiques.

Elle comporte, s'il y a lieu, l'étude prévue au neuvième alinéa de l'article L. 111-1-4 et, en zone de montagne, l'étude prévue au quatrième alinéa de l'article L. 145-5 et l'arrêté du préfet coordonnateur de massif prévu au septième alinéa du même article.

Les documents graphiques sont opposables aux tiers.

Art. R. 124-2. - Le rapport de présentation :

1. Analyse l'état initial de l'environnement et expose les prévisions de développement, notamment en matière économique et démographique;

2. Explique les choix retenus, notamment au regard des objectifs et des principes définis aux articles L. 110 et L. 121-1, pour la délimitation des secteurs où les constructions sont autorisées ; en cas de révision, il justifie, le cas échéant, les changements apportés à ces délimitations;

3. Evalue les incidences des choix de la carte communale sur l'environnement et expose la manière dont la carte prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

Art. R. 124-3. - Le ou les documents graphiques délimitent les secteurs où les constructions sont autorisées et ceux où les constructions ne sont pas autorisées, à l'exception de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.

Ils peuvent préciser qu'un secteur est réservé à l'implantation d'activités, notamment celles qui sont incompatibles avec le voisinage des zones habitées.

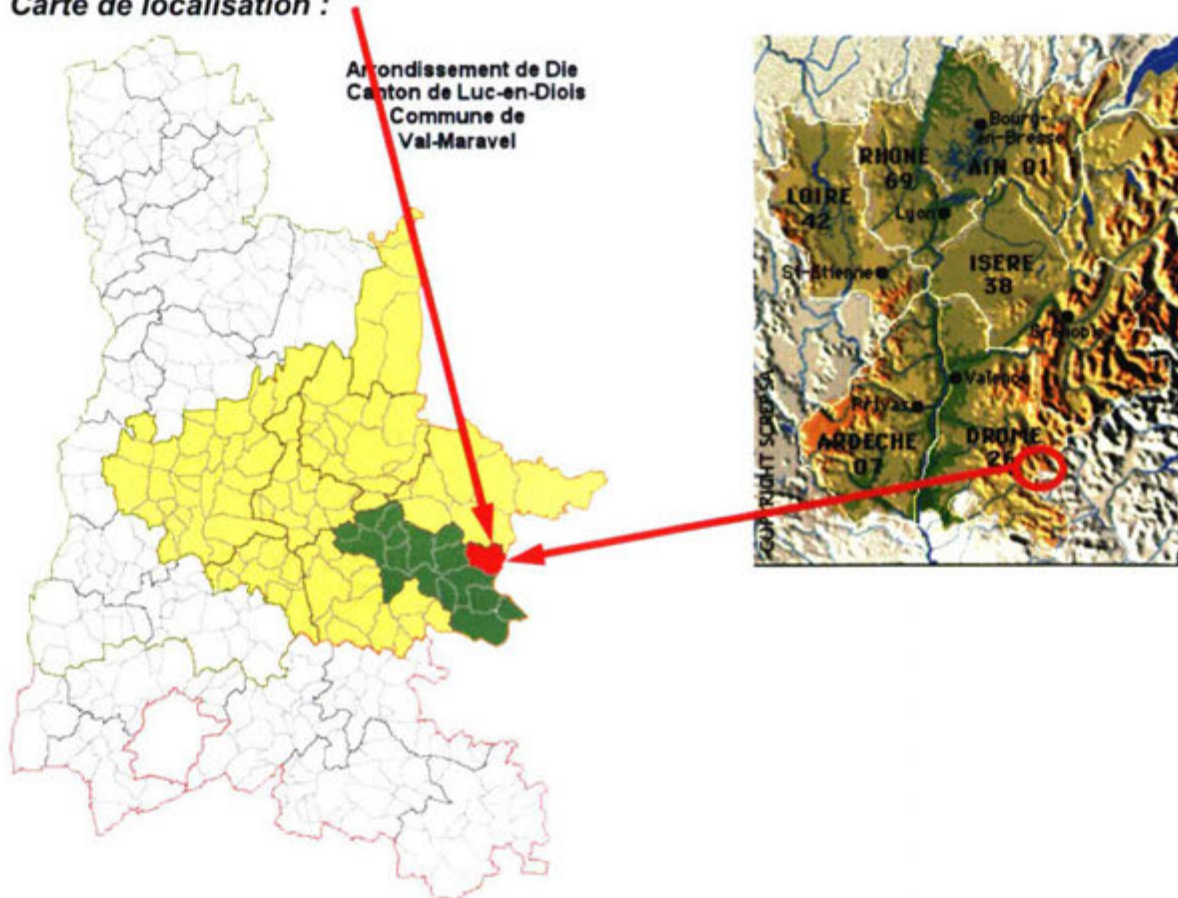
En zone de montagne, ils indiquent, le cas échéant, les plans d'eau de faible importance auxquels il est décidé de faire application du huitième alinéa de l'article L. 145-5.

Ils délimitent, s'il y a lieu, les secteurs dans lesquels la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit par un sinistre n'est pas autorisée.

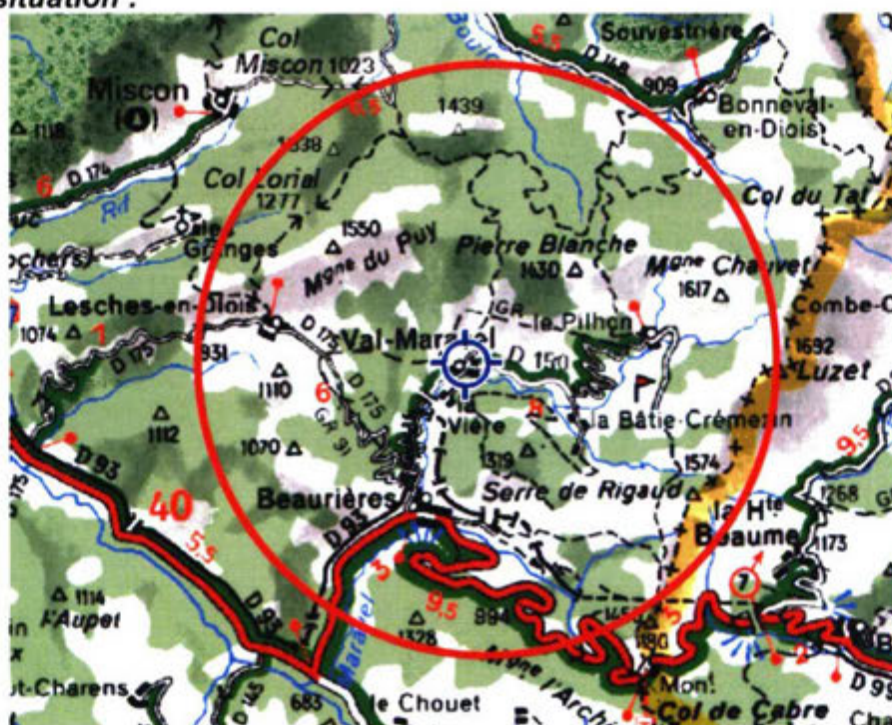
Dans les territoires couverts par la carte communale, les autorisations d'occuper et d'utiliser le sol sont instruites et délivrées sur le fondement des règles générales de l'urbanisme définies au chapitre Ier du titre Ier du livre Ier et des autres dispositions législatives et réglementaires applicables. (Cf. annexe).

PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNE

Carte de localisation :



Plan de situation :



Données de cadrage

1 - Localisation et accès

Située dans le Diois entre 772m et 1692m d'altitude, la commune de Val Maravel s'étend sur une superficie de 2160 hectares et disperse ses habitations sur trois hameaux : Fourcinet (chef-lieu), la Bâtie-Crémezin, le Pilhon.

Cette petite commune rurale de 47 habitants est l'une des rares communes réunies de France, et se caractérise par son immense territoire et ses quelques activités agricoles. Sa situation géographique lui confère par ailleurs une vocation touristique, renforcée par la proximité des sites du Claps et de Valdrome. La commune offre ainsi une bonne variété d'excursions, de promenades et de randonnées en forêt et en montagne.

Fourcinet :



Le Pilhon :



2 - Eléments d'histoire

Val-Maravel est une commune récente de la Drome Provençale formée le 1^{er} Août 1972 par la fusion de Fourcinet, La Bâtie-Crémezin et Le Pilhon, qui appartenaient jadis au mandement du Val de Thoronne, disputé entre comtes et évêques de Die. - Sources : Quid.fr -

"Les mariages des paroisses de Fourcinet, La Bâtie-Crémezin et Le Pilhon se célébraient à Beaurières, fief des évêques de Die puis des anciens comtes du Diois".

Sources : <http://genea26provence.com>

Ces trois hameaux rassemblaient une trentaine d'agriculteurs au début du XX^{ème} siècle (la commune n'en compte plus que trois de nos jours).

L'évolution récente de cette commune a été marquée par la création de l'assainissement collectif au hameau de Fourcinet en 1976, puis des assainissements non collectifs des autres hameaux entre 1995 et 2000.

On signalera également les créations des places de Fourcinet et du quartier Pierre-Brune, la création de la salle communale et l'aménagement de 2 appartements communaux, les ventes malheureuses de l'école et de la cure du Pilhon, la création en 1996 d'une Association Foncière Pastorale.

3 - Contexte institutionnel

La commune de Val Maravel appartient au canton de Luc en Diois (1576 habitants), qui comprend aussi les communes de Auelon, Barnave, Beaumont-en-Diois, Beaurières, Charens, Jonchères, la Bâtie-des-Fonds, Lesches-en-Diois, les Prés, Miscon, Montlaur-en-Diois, Pennes-le-Sec, Poyols, Recoubeau-Jansac, Valdrôme et Luc-en-Diois (chef-lieu).

Elle fait en outre partie intégrante de la Communauté de Communes du Diois, qui compte à ce jour, 51 autres communes, pour une population totale de 10580 habitants.

Val Maravel a opté, pour son adhésion au Pays Diois, qui rassemble les 52 communes adhérentes à la Communauté de Communes.

La commune est par ailleurs membre :

- Du Syndicat départemental d'énergies de la Drôme.
- De l'Association des communes forestières.

4 - Documents d'urbanisme

La commune n'a jamais disposé d'un quelconque document d'urbanisme. Elle est actuellement sous le régime du Règlement National d'Urbanisme.



Etat initial de l'environnement

1 - Relief et géomorphologie

La Commune de VAL MARAVEL est une commune de montagne dont le point le plus bas est à 772 m. Le chef lieu est à 826 mètres d'altitude.

Hautes-Alpes –

La Commune correspond à la haute vallée du Maravel., assez encaissée et se divisant en partie supérieure entre le vallon du ruisseau d'Aiguebelle et celui, beaucoup plus escarpé, de Combe Ouviaire. C'est là que se situe le hameau le plus haut : le Pilhon, à 1100 mètres d'altitude. A l'Est, la commune est limitée par la crête de Luzet culminant à 1692 m.

Elle est entourée des massifs du Vercors assez élevés.

2 - Climat

La Commune de VAL MARAVEL bénéficie d'un climat montagnard du Vercors.

Ce climat est caractérisé par :

- Une saison chaude et sèche durant la période estivale,
- Des hivers assez froids avec enneigement et gelées fréquentes,
- Une pluviométrie assez importante de 1 400 mm par an.

3 - Géologie

D'après les informations livrées par la carte géologique à 1/50 000, feuille de Luc en Diois, les terrains affleurants sur la Commune de VAL MARAVEL sont datés du Secondaire, épisodiquement recouverts par des formations superficielles "Eboulis".

Il s'agit principalement, du plus récent au plus ancien, de :

- a. calcaires blancs et une alternance de marnes et calcaires marneux, attribués au Crétacé supérieur,
- b. marnes bleues au sein desquelles se développent des grès glauconieux et une série carbonatée alternance calcaires et marnes datées du Crétacé inférieur,
- c. calcaires gris ou beige avec des passées de pseudo-conglomérats, attribués au Jurassique supérieur.

Ces assises sont le siège d'importants accidents structuraux.

4 - Hydrographie

Description

La Commune de VAL MARAVEL est parcourue au sud par le ruisseau "le Maravel" qui conflue avec la Drôme au niveau du lieu dit "Le Chouet", à l'aval de Beaurières. Elle est également parcourue par un réseau de petites sources qui peuvent être résurgentes.

Qualité

Les données sur la qualité physico-chimique et hydro-biologique du ruisseau « le Maravel » ne sont pas disponibles.

Au niveau de leur exutoire, la Drôme possède une très bonne qualité 1A : qualité permettant une vie normale des poissons et la production d'eau potable par des traitements simples (sources Carte du Ministère de l'Environnement – 1993).

5 - Hydrogéologie

Elle est constituée du recensement et l'étude des eaux souterraines :

- ◆ nappe phréatique,
- ◆ puits,
- ◆ captages d'adduction en eau potable,...

L'aptitude d'un sol à l'assainissement autonome peut être conditionnée par la présence ou l'absence de nappe phréatique.

Description

D'après la notice de la carte géologique, dans le secteur concerné lorsque les conditions topographiques et structurales s'y prêtent, toutes les assises calcaires existantes dans la série des étages donnent naissance au contact avec les marnes sur lesquelles elles reposent, à des sources de débit généralement limité.

La Commune de Val Maravel est alimentée en eau potable par 3 captages :

- ◆ captage "Peyrol" alimentant en eau potable le hameau de Fourcinet,
- ◆ captage "la Serbière" alimentant en eau potable le hameau du Pilhon,
- ◆ captage "la Gargotte" alimentant en eau potable le hameau de la Bâtie Crèmezin.



La Bâtie-Crémezin (au 1^{er} plan) et Fourcinet (au fond)



Le Col du Roi, le Mont Chauvet et, au centre, le Pilhon

Il s'agit de résurgences qui apparaissent au contact de matériaux calcaires à perméabilité de fracture avec des marnes imperméables. D'après les informations fournies par la Commune (Mesures de débit à l'entrée du réservoir), leurs débits relativement faible varient depuis 2003 de :

- ◆ 0.7 l/s (Août 2003) à 1.4 l/s (juin 2005) pour le captage "Peyrol",
- ◆ 0.3 l/s (octobre 2005) à 0.8 l/s (juin 2005) pour le captage "la Gargotte".

Pour le captage "la Serbière" la valeur moyenne du débit se situe généralement autour de 0.7 l/s.

Ces captages sont dotés de périmètres de protection réglementaires arrêté n°1024 en date du 30 mars 1994.

6 – L'agriculture et la forêt

La surface agricole utilisée (763 ha) couvre 35% du territoire communal. Les terres labourables ne représentent que 68 ha (8,9% de cette surface). L'activité agricole dominante est l'élevage ovin et équin qui occupe l'importante superficie fourragère (742 ha, dont 695 toujours en herbe). Deux troupeaux de brebis pâturent l'ensemble des secteurs herbagers. La commune ne compte que 6 exploitations toutes catégories confondues (source : DDAF 26). Cf. aussi page 22.

Les boisements existants sont importants et recouvrent une grande partie du territoire communal. Ceux longeant les ravins ont une valeur paysagère.

On compte :

- une forêt communale soumise au régime forestier couvre 471,27 ha.
- une forêt domaniale (de Maravel) qui s'étend également sur les communes limitrophes
- une forêt privée, assez morcelée.

La forêt communale de Val Maravel a fait l'objet d'un plan d'aménagement pris par arrêté de Monsieur le Préfet de Région, le 22/4/2003 pour une durée de 2003 à 2017.

Cet aménagement prévoit l'affectation de la forêt à la production de bois d'œuvre feuillus et résineux et du bois de chauffage feuillu.

La forêt domaniale définie par arrêté Ministériel du 9/5/2005 pour une durée de 2002 à 2016 prévoit la protection du milieu physique (ravinements-torrents), la production du bois de gros œuvre, d'industrie résineux et du bois de chauffage.

On retiendra également l'exercice de pâturage,

la protection des richesses particulières et celle de vestiges d'intérêt culturel.

Il est rappelé que les constructions situées en zone boisée sont soumises à la servitude de débroussaillage (Art. L 322-3 du Code Forestier).

Toute occupation du domaine forestier sera soumise à l'avis de l'ONF en application de l'article R 143-2 du Code Forestier.

7 – Le paysage

- Sources : Les sept familles de paysages en Rhône-Alpes - DIREN -

La commune de Val Maravel est identifiée comme faisant partie de l'unité paysagère "Paysages ruraux - patrimoniaux".

"Les paysages ruraux-patrimoniaux se distinguent des paysages agraires en raison de structures paysagères singulières qui leur confèrent une identité forte. Elles sont le résultat d'une spécialisation agricole et de modes de faire traditionnels et transmis. On trouve généralement dans ces paysages une architecture caractéristique et un petit patrimoine rural mais aussi des traces qui attestent d'une histoire ancienne. Cet ensemble de facteurs confère à ces paysages une dimension culturelle.

L'appréciation des paysages ruraux patrimoniaux est liée à des références esthétiques en architecture, arts et traditions populaires, à des critères d'ancienneté, d'authenticité, d'identité régionale. Ces références sont des objets architecturaux spécifiques tels que des fermes, chalets d'alpage, granges, ...associés souvent à un petit patrimoine rural (murs de pierres sèches, terrasses, canaux d'irrigation, mazots...). Mais il existe aussi des constantes relevant de l'histoire et déclinées localement : châteaux perchés, présence d'architecture religieuse, ouvrages militaires...

Ces paysages sont le fruit d'un état antérieur économique et culturel plus florissant souvent lié à la production d'un capital gastronomique reconnu qui perdure : grands crus, AOC, spécialités,..."

- Sources : Atlas Régional des paysages -

On pénètre dans la Commune de Val Maravel par le seul accès routier (en cul de sac), la RD 150.

La vallée du Val Maravel y est très étroite et route croise et recroise la voie ferrée Valence-Briançon.

Après un passage assez spectaculaire dans les rochers, la vallée s'ouvre, et les bois font place à un territoire agricole en fond de vallée et sur les premières pentes.



Fourcinet



La Bâtie-Crémezin



Le Plihon

Le chef-lieu de la Commune (Le Fourcinet) s'y déploie le long de la route et rejoint progressivement plusieurs exploitations anciennes situées au-dessus du village.

En deuxième plan, apparaît clairement la forêt domaniale de Maravel qui s'étend entre 1000 m d'altitude et près de 1500 m à la crête.

Immédiatement au sud du torrent, un autre secteur de la forêt domaniale s'étend sur une montagne en forte pente.

Le paysage est assez homogène jusqu'à La Bâtie Cremezin et au Hameau des Forestiers avec la partie basse agricole et la partie supérieure très fortement boisée.

La Bâtie Cremezin est une succession de groupements d'habitations le long du vallon.

A partir de La Bâtie Cremezin, l'affluent rive droite du Maravel (Combe Ouviaère) marque une rupture. En effet, on monte très rapidement de plus de 200 m pour atteindre le vallon suspendu des ruisseaux de Pouthillière et des Ayes. C'est au débouché sud de ce vallon qu'est installé le hameau du Pilhon, le plus haut hameau de la Commune. La forêt y est présente, mais de façon moins continue que dans le reste de la Commune et certains sommets ou crêtes sont totalement dénudés comme le Mont Chauvet (1617 m d'altitude), la crête du Luzet (1692 m d'altitude).

Le paysage de la Commune est donc relativement simple, les vallées et les premières pentes suffisamment douces sont occupées par l'agriculture avec un système bocager dans la partie la plus basse. Les pentes raides et les pentes supérieures sont couvertes de boisements et quelques éléments sommitaux sont totalement dénudés.

L'impression dominante est celle d'un site fortement naturel avec une présence humaine inscrite de façon historique dans le paysage et généralement sans aspect "choquant". Cette qualité paysagère est indéniablement un atout de la Commune.

8 – Les formes urbaines

La Commune comprend trois hameaux principaux :

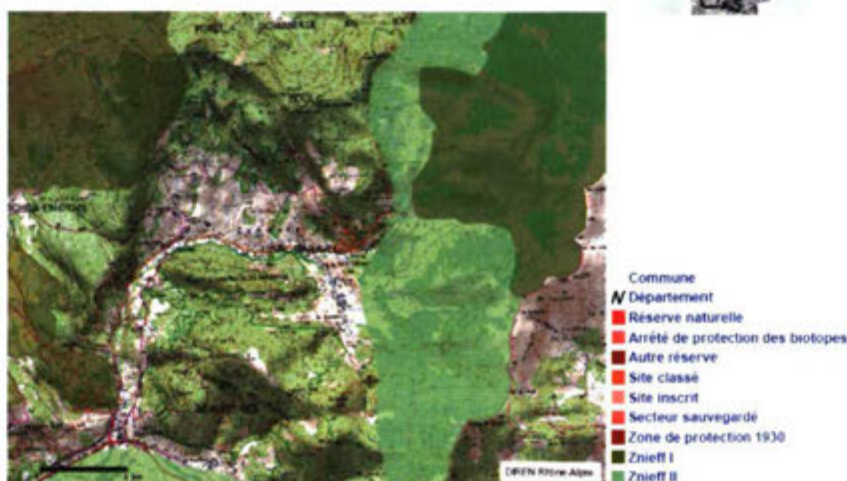
- Fourcinet, le chef-lieu, à l'entrée de la Commune, au bord du Maravel, plutôt étiré le long le long des routes
- La Bâtie Cremezin, petit hameau constitué de plusieurs groupes de maisons répartis le long de l'Aiguebelle
- Le Pilhon, assez regroupé sur une sorte de promontoire

On trouve aussi quelques constructions isolées ou en groupement correspondant à d'anciennes fermes (le Villard, Vières, etc.).

L'essentiel des constructions récentes non agricole est situé à proximité des hameaux existants.

Patrimoine naturel

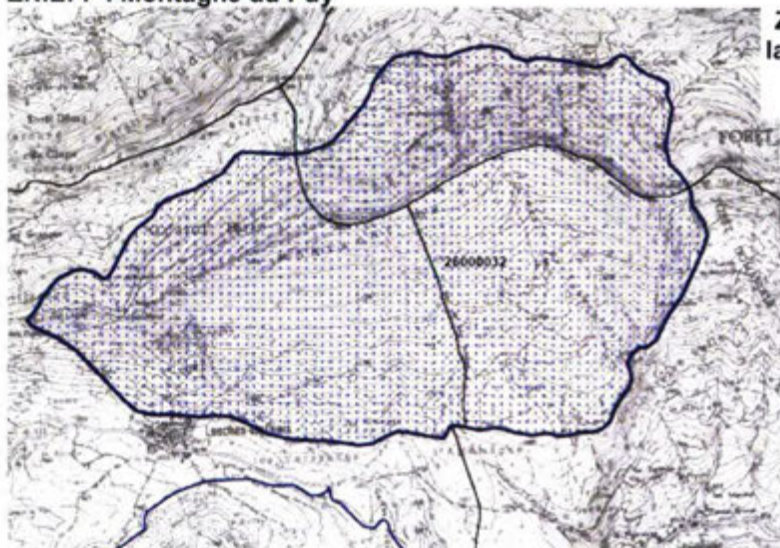
Données environnementales localisées



Tous droits réservés.

Document imprimé le 10/12/2007, serveur CARMEN v1.5 : <http://carto.ecologie.gouv.fr>, Service RHA [30W]

ZNIEFF : Montagne du Puy



ZNIEFF : Montagnes de Toussière et de la Pare, de la Varaine, Quigouret et Mont Chauvet



ZNIEFF : Prairies du Serre Chaitieu



ZNIEFF : Haut-Diois, Massif du Jocou

9 - Patrimoine naturel

- Sources : D'après DIREN Rhône-Alpes -

On dénombre sur le territoire communal 4 Zones Naturelles d'intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique, mais aussi un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux et d'un Contrat de Rivière, qui sont le témoignage d'une richesse naturelle sur ce territoire.

↓ ZNIEFF de type I : "Montagne du Puy" - 704,59 ha.

"Le village de Lesches-en-Diois est situé sur un plateau d'altitude, bien exposé au sud et couvert de lavandes, dans le haut Diois entre les villages de Beaumont-en-Diois et de Beaurières. Le village est implanté au pied de la montagne du Puy, qui se dresse à 1550 m d'altitude à son nord-est. La montagne du Puy se présente comme une montagne allongée aux formes régulières, dont la crête rocheuse et boisée orientée du sud-ouest au nord-est délimite deux versants symétriques aux pentes régulières, plus accentuées toutefois en versant nord. Les pentes sud de la montagne du Puy, qui s'allongent jusqu'au village de Lesches-en-Diois, sont principalement couvertes de boisements de chênes et de pins. En versant nord, les boisements plus frais sont surtout composés de hêtres et d'autres arbres montagnards, parmi lesquels quelques Sapins pectinés. La montagne du Puy abrite un ensemble d'espèces montagnardes, dont certaines rares et protégées qui font son intérêt. La Racine-de-Coraïl est une curieuse petite orchidée qui fleurit discrètement dans les sous-bois. L'Orchis de Spitzel est une autre orchidée des bois montagnards aux petites fleurs rougeâtres à verdâtres accrochées à une petite tige. Deux oiseaux emblématiques sont également présents sur cette montagne : la Gélinoite des bois et le Tétraz lyre. Un sentier balisé au départ de Lesches-en-Diois permet de découvrir par un parcours en boucles les différentes facettes de la montagne, et d'apprécier le vaste panorama de la crête. La montagne est également utilisée comme piste d'envol pour les adeptes du parapente ou du deltaplane."

↓ ZNIEFF de type I " Montagnes de Toussière et de la Pare, de la Varaine, Quigouret et mont Chauvet " - 1.540,75 ha.

"Cette zone englobe une ligne de montagnes qui s'étend entre le col de Grimone et le col de Cabre, et forme une limite géographique entre le Haut-Diois (Drôme) et le Bochaîne (Hautes-Alpes). Au nord de cet ensemble, le massif de La Pare et de Toussière culmine à près de 2000 m d'altitude en face du Jocou. La montagne de Varaine, soulignée en versant sud par une belle falaise, sépare la vallée de Boul-en-Diois de celle du hameau des Tatins. Les secteurs de pâturages se prolongent au sud

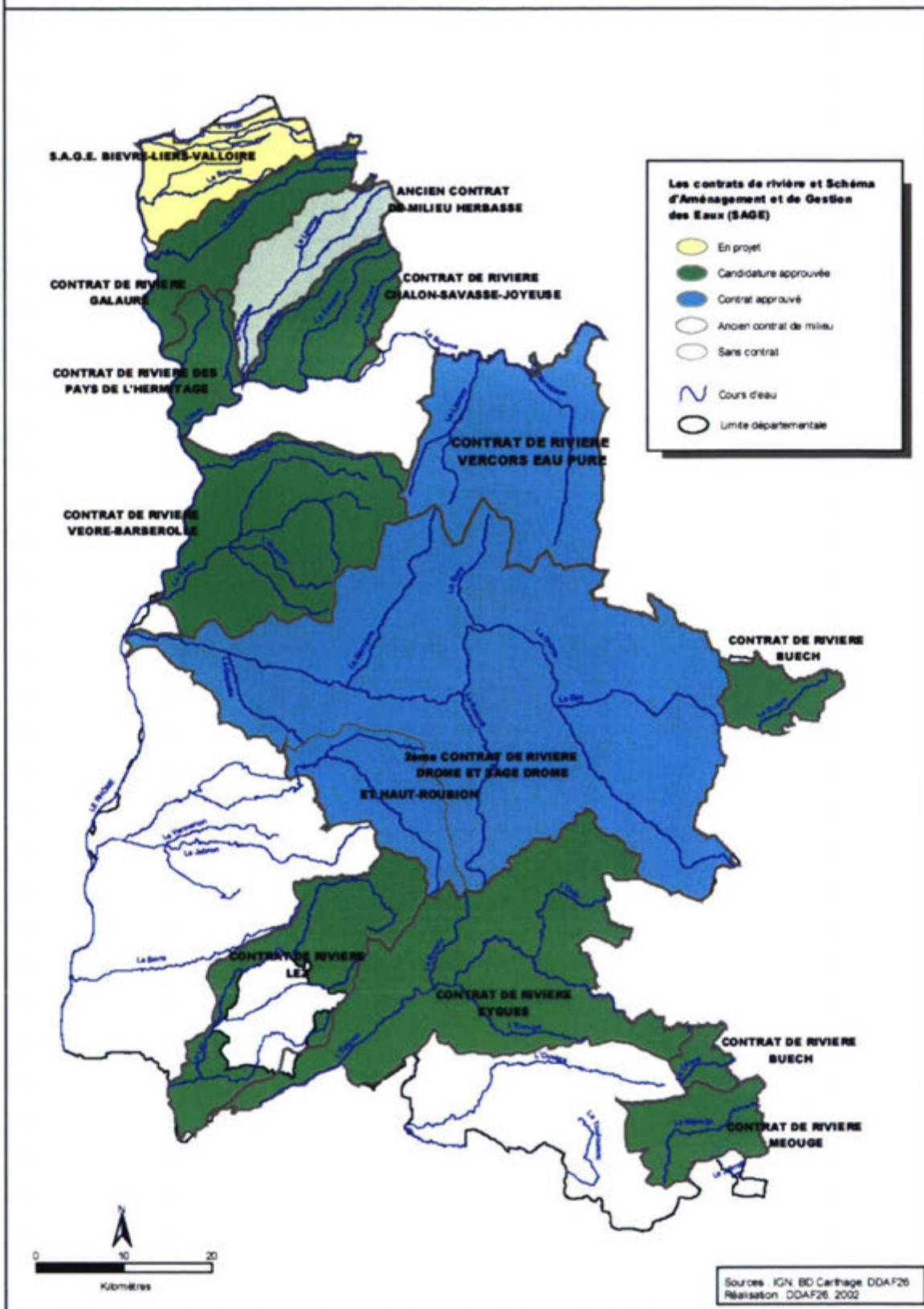
vers la montagne de Quigouret, et suivent la crête jusqu'à la montagne de Luzet, au-dessus de Val-Maravel. Cet ensemble comprend des milieux montagnards variés, transition entre les Alpes du nord et les Alpes du sud. Les montagnes les plus hautes héritent d'espèces des hautes montagnes (Lagopède alpin, Perdrix bartavelle, Tichodrome échelette, Chocard à bec jaune ...). Les montagnes méridionales sont couvertes de pâturages plus secs et rocheux, avec l'Anthyllis des montagnes, les hélianthèmes...

Au début du printemps, les pâturages se couvrent par endroit des corolles veloutées de la Pulsatille de Haller. Ces milieux ouverts permettent la nidification d'oiseaux comme l'Alouette des champs, le Pipit spioncelle et, localement, le Pipit rousseline. Le Traquet motteux et le Merle de roche nichent dans des pâturages rocheux. Les pelouses sommitales sont des terrains de chasse régulièrement parcourus par l'Aigle royal, à la recherche de proies variées, comme peut-être la Marmotte. Ce rongeur, répandu dans les grandes Alpes, est présent seulement sur les flancs de la montagne de Toussière. Les éboulis de ces hautes montagnes sont des habitats naturels remarquables abritant des espèces rares, comme la Campanule des Alpes ou le Chardon de Bérard. Cette dernière espèce est une endémique (c'est à dire dont l'aire de répartition est limitée à une zone géographique restreinte) franco-italienne propre au sud-ouest des Alpes. Elle est liée aux éboulis des hautes montagnes, du Vercors aux Alpes maritimes. Cet ensemble de montagne, pâturages, milieux forestiers et milieux rocheux, présente ainsi un intérêt majeur pour la faune et la flore de montagne."

↓ ZNIEFF de type I "Prairies du Serre Chaitieu" - 383,90 ha.

"Le site est traversé du sud au nord par le GR91, qui gravit tout d'abord un secteur boisé, puis atteint plus haut des landes et des prairies. Une grande diversité végétale peut s'y observer, avec en particulier des plantes des milieux secs. Le Genévrier thurifère, dont l'aire de répartition est limitée à la partie occidentale du bassin méditerranéen, est très localisé dans le sud de la France. Hormis dans les Hautes-Alpes et les Alpes de Haute Provence, les stations sont relativement restreintes. La Bufonie paniculée, de la famille des oeillets, est une espèce méditerranéenne à fleurs blanches. La Stipe pennée, appelé encore "Plumet", confirme le caractère xérique (très sec) du milieu. Le nom vernaculaire de cette graminée vient de ses longues arêtes plumeuses qui sortent de ses fleurs. Le Mélampyre à crêtes, le Trèfle rouge et l'OEillet à feuilles d'Hysope piquettent les prairies de teintes incarnat. Le Petit cytise hérissé est une papilionacée (ou légumineuse), aux fleurs jaunes tachées de pourpre qui affectionne les coteaux rocheux et broussailloux. D'autres plantes méritent d'être citées : l'Ail jaune doré ou la Fétuque à port de roseau."

Etat d'avancement des contrats de rivière et des S.A.G.E



↓ ZNIEFF de type II "Haut-Diois, Massif du Jocou" - 9.924 ha.

"Dès le passage du col du Rousset, les traits déjà méridionaux du Diois offrent un contraste saisissant avec le climat montagnard du Vercors central. Silloné par la Drôme et dominé par l'imposant massif du Glandasse, le Diois peut être considéré comme l'une des portes de la Provence. La lavande y est, avec la vigne, l'une des cultures traditionnelles. L'ensemble décrit ici, à la charnière du Vercors méridional et du massif de l'Obiou, présente cependant des traits montagnards accusés. Il demeure peu perturbé par les grands équipements et conserve une forte « naturalité ». Il possède un grand intérêt faunistique, botanique et biogéographique, en raison notamment de la présence d'un cortège conséquent d'habitats naturels subalpins (éboulis calcaires alpins...) et de plantes endémiques des Alpes sud-occidentales (Androsace de Chaix, Panicaud blanche épine, Chardon de Bérard, Fritillaire du Dauphiné, Cytise de Sauze...). Quant au Cotonéaster du Dauphiné, c'est une espèce des montagnes ouest-méditerranéennes dont la répartition demeure mal connue. Certaines messicoles rares (espèces associées aux cultures traditionnelles), comme la Gagée des prés, sont en outre encore présentes. Le secteur abrite en outre un karst caractéristique des Préalpes du sud. Ce type de karst est caractérisé par sa discontinuité, du fait des mouvements tectoniques, des variations de faciès et de l'érosion intervenue durant la période miocène. Le peuplement faunistique du karst du Diois est relativement bien connu ; certaines espèces (par exemple un coléoptère tréchiné) sont des endémiques dont la répartition est circonscrite au Vercors et au Diois. La faune pariétale est également intéressante. Elle fréquente la zone d'entrée des cavernes; cette faune peut être permanente, estivante ou hivernante : son habitat présente ainsi des caractères intermédiaires entre le monde extérieur et le monde souterrain. On observe ainsi localement un coléoptère du genre *Oreonebria*, endémique des massifs subalpins de la Chartreuse, du Vercors et de leurs proches abords, dont le massif du Jocou. Le zonage de type II souligne l'unité de cet ensemble au sein duquel les secteurs abritant les habitats ou les espèces les plus remarquables sont retranscrits par plusieurs vastes zones de type I (principaux massifs, alpages, forêts...) au fonctionnement fortement interdépendant. En dehors de celles-ci, d'autres secteurs peuvent s'avérer remarquables, par exemple pour l'entomofaune (cas des stations de papillons Grand Mars changeant, Hermite, Alexanor, Apollon et Azurés du serpolet ou de la croisettes connues autour du Col de Grimone...). Il illustre également les fonctionnalités naturelles liées à la préservation des populations animales ou végétales (dont celles précédemment citées), en tant que zone d'alimentation ou de reproduction pour plusieurs espèces remarquables (dont certaines exigeant par ailleurs de vastes territoires vitaux, telles que le Cerf élaphe, l'Aigle royal ou le Loup), qu'il s'agisse d'oiseaux (bel éventail de

galliformes de montagne, Caille des blés, Pie-Grièche écorcheur...) de mammifères (dont beaucoup de grands ongulés : Cerf élaphe, Chamois...) ou d'insectes (remarquable richesse en papillons : Apollon, Nacré des Balkans, Moiré des pierriers, Hermite, Damier de la Succise, Azurés...). Le massif remplit également une fonction majeure de corridor biologique, au contact du Dévoluy, du Vercors, des Préalpes du Diois et des Baronnies. En ce qui concerne les secteurs karstiques, la surfréquentation des grottes, le vandalisme des concrétions peuvent de plus rendre le milieu inapte à la vie des espèces souterraines. Les aquifères souterrains sont sensibles aux pollutions accidentelles ou découlant de l'industrialisation, de l'urbanisation et de l'agriculture intensive. L'ensemble présente par ailleurs un grand intérêt paysager et géologique (avec notamment la coulée active de Boulc en Diois, phénomène d'ampleur unique en France cité à l'inventaire des sites géologiques remarquables de la région Rhône-Alpes)."

Enfin, deux types de mesures réglementaires concernent la protection du patrimoine aquatique :

↓ SAGE Drome.

"Le SAGE Drôme préconise la mise en oeuvre d'un dispositif de suivi environnemental afin de fournir un moyen cohérent d'observation et d'évaluation de la qualité des milieux. Dans cette approche, un observatoire de la rivière et de la biodiversité a été créé dans le cadre du deuxième Contrat de Rivière Drôme Haut Roubion.

L'objectif de cet observatoire est de :

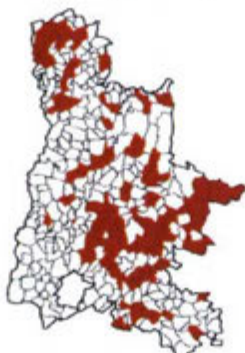
- disposer d'un outil d'observation du milieu et d'évaluation de la mise en oeuvre des préconisations du SAGE concernant la préservation de la qualité des ressources en eau ;
 - franchir une nouvelle étape de gestion intégrée, basée sur la connaissance du patrimoine.
- Pour cela, l'observatoire de la rivière se divise en deux volets qui concernent :
- le suivi qualitatif et quantitatif des eaux de surface et des eaux souterraines.
 - le suivi de la biodiversité du bassin versant, établi à partir du suivi des milieux (habitats fluviaux et forestiers, zones humides) et du suivi des espèces (oiseaux, mammifères, poissons et écrevisses, odonates -rhopalocères, faune benthique).
- Une série d'études diagnostic et de suivi a donc été définie pour les habitats fluviaux et les espèces bioindicatrices du bassin versant.

Il a fait l'objet d'un arrêté en date du 30 Décembre 1997.

↓ Le contrat de rivière "Drome - Haut Roubion"

Il s'agit-là du deuxième Contrat Rivière Drôme - Haut Roubion.

Les Risques (DDRM)



Arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Tempête	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	05/01/1994	15/01/1994	12/04/1994	29/04/1994

Risque de Mouvement de terrain

Le Risque Inondation

Carte non renseignée

Le Risque Mouvement de terrains

Cartographie des risques en Drôme



Description :

Cartographie des risques en Drôme - PPR détaillés - Source : <http://cartorisque.prim.net>

Les documents officiels et opposables aux tiers peuvent être consultés à la mairie ou à la préfecture.



Date d'impression : 24-09-2009

☐ Communes

8 - Risques et nuisances

Selon diverses sources de données, les risques connus sur la commune concernent deux catégories : les inondations et les mouvements de terrain.

Faute de documentation, les risques avérés ne peuvent faire l'objet d'une cartographie sur fond parcellaire suffisamment précise pour une information fiable du public.

Compte tenu des conséquences possibles d'une cartographie erronée, il n'est donc pas joint de report sur fond parcellaire. Ci dessus figurent les cartes intitulées "Cartographie des risques en Drôme" issues du site <http://cartorisque.prim.net> et concernant Val Maravel.

▪ Risques naturels liés aux inondations et crues torrentielles

La commune de Val Maravel est concernée par le phénomène d'inondations et de crues de torrents, considéré avec enjeu humain. Selon les sources PRIMNET, des événements de ce type se sont produits en 1994 (du 5 au 15 janvier), et ont fait l'objet d'un arrêté de catastrophe naturelle (12/04/1994) au titre des inondations, coulées de boue et glissements de terrain.

Les inondations concernent essentiellement les terrains en bordure immédiate du Maravel. Une inondation a en particulier touché l'aval du Fourcinet.

▪ Risques naturels liés aux mouvements de terrains

Selon la base de données PRIMNET, la commune est soumise aux risques de mouvements de terrain, considéré avec enjeu humain. (Cf. ci-dessus).

Ont particulièrement été touchés un secteur de la route du Pilhon, en amont du carrefour avec la route de la Bâtie-Crémézin, et la bergerie de ce hameau.

▪ Risques naturels liés aux feux de forêts

La commune ne semble pas être concernée par le risque Feux de Forêts. Ces feux qui entraînant la disparition de la forêt, ont pour conséquence d'augmenter les autres risques naturels (érosion des berges lors de crues torrentielles,...).

▪ Risques sismiques

La commune de Val Maravel est située dans une zone où aucun risque sismique n'est avéré (Zone 0).

▪ Les nuisances

On ne relève pas de nuisances particulières sur la commune.

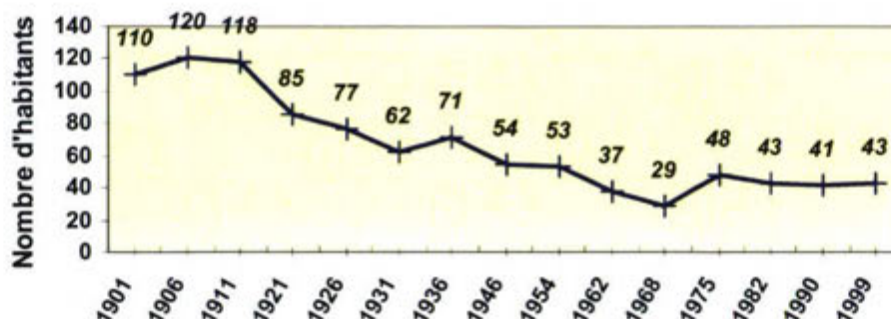
On peut toutefois signaler que l'ensemble du département de la Drôme a été déclaré zone à risques d'exposition au plomb par arrêté préfectoral du 4 Août 2003, pour toutes les habitations construites avant 1948.

Il est à signaler sur le département la présence de l'ambrosie. L'arrêté préfectoral n°01-1903 du 18 Mai 2001 fixe les modalités de lutte contre la prolifération de l'ambrosie.

Démographie

Un siècle d'évolution démographique (1901-1999)

Sources : D'après RGP99 et Louis Arthaud : Mouvements de la population
du Département des Hautes-Alpes



Evolution de la population (1975-1999)

	1975	1982	1990	1999
Nb d'habitants	48	43	41	43
Taux de variation (%)		-10,4%	-4,7%	+4,9%
Densité de population	2,2	2	1,9	2

Source RGP99

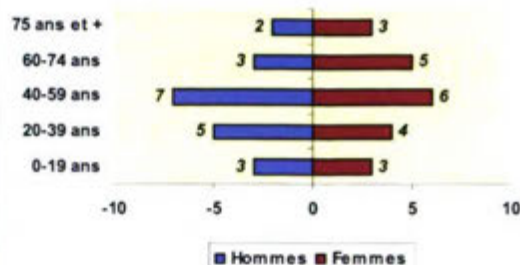
Variation de la population (1975-1999)

	1975-1982	1982-1990	1990-1999
Taux de variation annuel dû au mouvement naturel (en %)	-1,24	+0,59	+0,27
Taux de variation annuel dû solde migratoire (en %)	-0,31	-1,19	+0,27
Taux de variation annuel (en %)	-1,55	-0,59	+0,53

Pyramides des âges

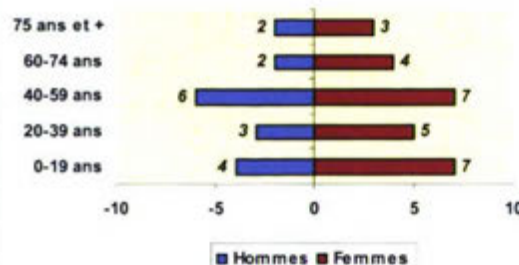
Répartition de la population en fonction de l'âge (1990)

Sources : D'après RGP90



Répartition de la population en fonction de l'âge (1999)

Sources : D'après RGP99



Vie communale

1 - Population

Démographie

Au début du XX^{ème} siècle, commune de Val-Maravel comptait 110 habitants. Au cours de ce siècle, et à plusieurs reprises, la commune a connu des périodes de grandes pertes démographiques (-28% en 1921, -20% en 1931, -24% en 1946, -30% en 1962, -22% en 1968), entrecoupées de rares périodes de hausse (1931-1936 et surtout 1968-1975). Cette évolution en dents de scie s'est perpétuée au cours de ces dernières années puisque la commune a subi de nouvelles pertes de population après la hausse de 1975 et que la tendance s'est inversée au cours du dernier recensement (+4,9% entre 1990 et 1999). La population communale atteint 43 personnes en 1999 et 47 en 2004 : une certaine reprise démographique se confirme donc.

Les variations de la population s'expliquent principalement par les variations du mouvement migratoire, qui est redevenu positif entre 1990 et 1999. Le solde naturel, bien que négatif entre 1975 et 1982, a suivi la même tendance mais s'est ralenti entre 1990 et 1999.

C'est donc le récent phénomène migratoire qui vient expliquer l'augmentation de la population de Val-Maravel.

Répartition de la population

Dans l'ensemble, on constate une tendance à un déséquilibre de la population de Val-Maravel, avec quelques disproportions dans les tranches d'âge les plus jeunes. Par ailleurs, on peut signaler le creux de la classe d'âge des 20-39 ans, aussi bien chez les hommes que chez les femmes.

L'indice de vieillesse (+ de 60 ans / -de 20 ans) est nettement inférieur à la moyenne cantonale mais reste supérieur à la moyenne départementale : il s'établit à 100 pour la commune en 1999, contre 145 pour le canton et 88 pour le département. Il a toutefois subi une très forte amélioration puisqu'il était de 186 en 1990. Il est la preuve évidente d'un "rajeunissement" de la population.

Population active et catégories socioprofessionnelles

On recense sur le territoire communal 16 actifs (8 hommes et 8 femmes), qui se répartissent de la façon suivante :

- 10 salariés.
- 6 non salariés, dont 4 indépendants, 1 employeur et 1 aide familial.

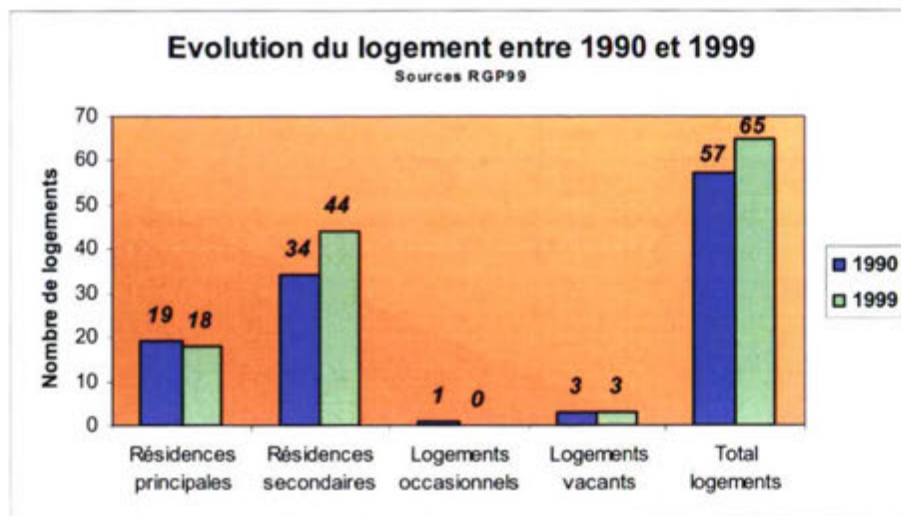
Les domaines d'activité concernés sont, outre que l'agriculture, ceux de la construction, du commerce, du service aux entreprises, de la santé et de l'éducation. Seuls 5 actifs travaillent sur la commune, les autres travaillant dans le reste du département et se déplaçant exclusivement au moyen de la voiture particulière. Il n'y a aucun chômeur recensé sur la commune en 1999.

10 actifs sont âgés de 30 à 49 ans, les 6 autres étant âgés de 50 à 59 ans. Le reste de la population est étudiante ou retraitée.

Sources : RGP 1999

En 2004, on compte 18 actifs dont 5 chômeurs.

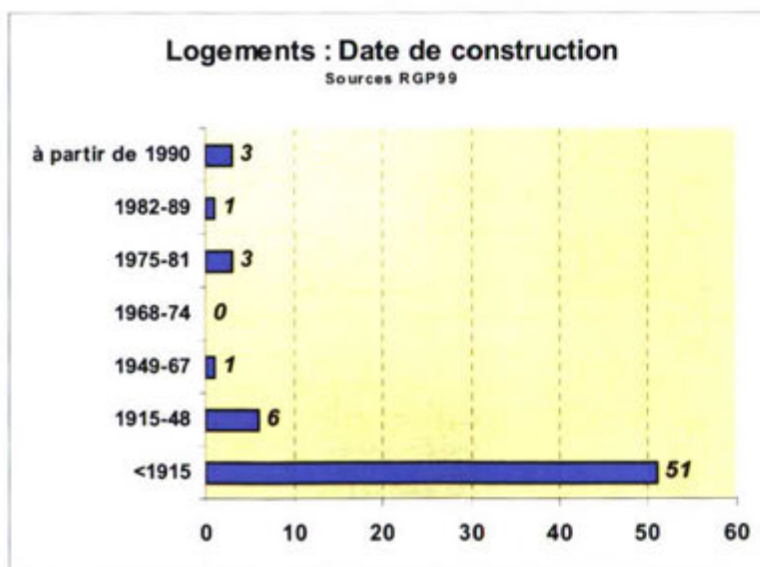
Evolution du logement



Age des logements

Date de construction des logements							
	Avant 1915	1915-48	1949-67	1968-74	1975-81	1982-89	A partir de 1990
Nb logt	51	6	1	0	3	1	3
%	78,5%	9,2%	1,5%	0,0%	4,6%	1,5%	4,6%

Source RGP99



Statut d'occupation des logements

	Propriétaires	Locataires			Gratuit	% pers propriétaires
		non HLM	HLM	Meublé/Chb H		
Nb Res pple	13	3	0	0	2	72%
Nb per.	29	8	0	0	6	67%

2 - Habitat et construction

Evolution du logement depuis 1990

D'après les données INSEE, le nombre de logements a augmenté de 14% entre 1990 et 1999, passant de 57 à 65 en neuf ans.

Selon ces mêmes données, il y aurait sur ces 65 logements, 18 résidences principales, 44 résidences secondaires, et 3 logements vacants.

L'augmentation des logements sur la commune est donc essentiellement imputable à l'augmentation des résidences secondaires (+29,4%), compte tenu de la diminution des résidences principales (-5,3%) et des logements occasionnels (-100%)

Val-Maravel a vu, depuis ces quinze dernières années, la création 19 logements (soit un taux de construction de 1,3 par an), dont 12 résidences principales.

Les permis de construire aboutis ont ainsi concerné 8 logements neufs (dont 7 résidences principales et 1 résidence secondaire) et 11 logements réhabilités dans du bâti ancien (dont 5 résidences principales et 6 résidences secondaires).

En 2004, la commune compte 70 logements (+5) avec 22 résidences principales (+4) et 48 résidences secondaires (+4). Il n'y a plus aucun logement vacant, signe d'une demande constante.

Age des logements

On remarque que plus de 78% des logements sont anciens voire très anciens, puisqu'ils datent d'avant 1915 (soit 51 des 65 logements). Le nombre de constructions a été par la suite relativement faible : ainsi, on ne compte que 3 constructions nouvelles depuis 1990.

De ce fait, 72% des résidences principales sont relativement anciennes, puisque 13 datent d'avant 1949 (sur un total de 18). Leur nombre n'a ensuite que peu évolué, depuis les années 80.

Il est à signaler que la commune est classée en zone à risque d'exposition au plomb pour les constructions réalisées avant le 01/01/1948 (Arrêté préfectoral n°03-3518 du 04 Août 2003), ce qui concerne 87,7% des logements de la commune.

Type de logements

La totalité du logement sur la commune est ainsi de type individuel. 3% ne possèdent qu'une seule pièce (soit 2 logements, dont 1 vacant), 9% possèdent deux pièces (soit six résidences secondaires), 22% possèdent trois pièces (soit 14 logements, dont 1 vacant et 7 résidences secondaires) et 66% possèdent plus de quatre pièces (43 logements, dont 1 vacant et 31 résidences secondaires)

Ainsi, 11 résidences principales possèdent plus de 4 pièces (soit 61%) et 6 possèdent 3 pièces (soit 33%). Une seule résidence principale ne possède qu'une pièce.

Statut d'occupation

On recense 67% de personnes propriétaires sur la commune (soit 29 personnes). Ainsi, 13 des 18 résidences permanentes sont occupées par les propriétaires et 3 logements non HLM sont en location (8 locataires). Enfin, 2 logements sont occupés gratuitement par 6 personnes.

3 - Activités économiques, services, transports

L'agriculture

Les statistiques de l'INSEE et du Recensement Agricole sont difficilement exploitable en raison du peu d'exploitations agricoles qui ont leur siège sur la commune, et dont les données restent donc confidentielles.

Cependant, on peut noter la présence totale de six exploitations individuelles, qui exploitent une Superficie Agricole Utilisée (SAU) de 763 ha (3 exploitations possèdent moins de 20 hectares). 3 chefs d'exploitations ont moins de 40 ans et la population active familiale est estimée à 11 personnes, ce qui correspond au travail de 6 individus à temps complet pendant une année.

D'autre part, la SAU communale est de 812 ha, ce qui signifie que les terres communales ne sont pas toutes travaillées par des exploitations ayant leur siège sur la commune. Les superficies sont surtout dévolues aux productions fourragères et aux terres labourables. Les données sur l'élevage sont soumises au secret statistique. (Cf. aussi page 9

L'artisanat

On recense sur la commune un coutelier.

Les commerces

Pas de commerces sur la commune.

Les activités tertiaires

On peut signaler la présence d'un bureau d'études techniques et de deux architectes.

L'hôtellerie, la restauration

Pas d'hôtellerie ni de restauration sur la commune.

Le tourisme

Les causes d'attraction touristiques sont essentiellement dues au fait que la commune de Val-Maravel est située dans une région de montagne, lieu privilégié des randonnées pédestres ou VTT.

Par ailleurs, la commune possède un golf public rustique de 9 trous, au hameau du Pilhon.

L'hébergement touristique est constitué de deux gîtes, qui représentent un total de 24 lits touristiques :

- le gîte du Pilhon (20 lits).
- le gîte de la Bâtie Cremezin (4 lits).

Les transports

Il n'existe aucune ligne assurant des liaisons de transport pour la population, que ce soit en termes de transport en commun, ramassage scolaire, ou autres taxis.

4 - Equipements publics

Les équipements publics sont représentés par :

- Une mairie,
- Une salle communale,
- **Assainissement**

Le zonage d'assainissement de la Commune a donné lieu à enquête publique conjointe avec celle concernant la carte communale.

La commune de Val-Maravel possède un réseau d'assainissement collectif, ainsi que 18 assainissements individuels ou semi collectifs appartenant à la commune. On dénombre par ailleurs 4 assainissements individuels.

"La commune est dotée d'une station d'épuration ayant une capacité de 100 équivalents habitants, avec traitement des eaux usées".

Sources : http://rdb.eaurmc.fr/rejets_collectivites.

- **Eau potable**

Le réseau d'alimentation en eau potable est prévu pour accueillir une population maximale de 700 habitants. En effet, le débit de la ressource à l'étiage en 2005 est estimé à 140 m³/j. Les besoins annuels pour 2005 ont été de 2.738 m³/an, soit 8 m³/j.

Les besoins estimés en jour de pointe sont de 11 m³/j.

Il existe 3 captages de sources sur la commune, avec périmètre de protection, ainsi que 3 réservoirs. Un schéma est en cours de réalisation. Des problèmes sur le réseau de distribution ont été constatés en raison d'un dimensionnement insuffisant.

La ressource en eau potable n'est donc pas un facteur limitant pour le développement de la commune.

- **Déchets**

C'est la Communauté de Communes qui a la compétence pour la gestion de la collecte, du traitement, du tri et de l'élimination des déchets ménagers et études en la matière.

5 - Patrimoine culturel

La commune de Val-Maravel compte, quelques richesses patrimoniales :

- L'église romane au Pilhon, avec pied d'autels inscrit à l'inventaire des bâtiments historiques.
- Le clocher du temple de Fourcinet.

6 – Vie sociale et associative

La mairie de Val-Maravel est ouverte au public les mardi et jeudi, de 9h à 12h.

On n'y trouve aucun marché ni foire.

Le repas communal, organisé chaque année lors des festivités du 14 Juillet, et la fête du village, qui se déroule le samedi précédent le 15 Août, sont les uniques occasions de rassemblement sur la commune.

On dénombre 3 associations sur le territoire communal

- une ACCA,
- une AFP,
- un Comité des Fêtes.

PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT

Potentialités

1 - Démographie

- La demande de terrains constructibles est relativement forte et concerne tant des résidences principales que secondaires.
- La population permanente est si faible qu'une augmentation même importante ne lui permettrait pas d'atteindre les chiffres du début du XX^{ème} siècle.

2 - Habitat

La capacité de la Commune à accueillir des constructions supplémentaires est théoriquement correcte : on peut trouver des terrains de faible valeur agricole, non soumis à risques et situés à proximité de constructions existantes. Cependant, les fortes contraintes, en matière d'assainissement (cf. ci-dessous) limitent les possibilités réelles.

3 - Economie

L'isolement et l'accessibilité de la Commune ne favorisent pas l'implantation d'activités économiques notables, sauf en matière de tourisme et de services "sans vitrines".

Il n'y a pas lieu de prévoir une zone dédiée aux activités.

4 - Equipements publics

La ressource en eau est largement suffisante pour le développement de la commune (cf. p 21).

Un schéma d'assainissement a été réalisé. Il a fait l'objet d'une enquête publique conjointe avec le projet de carte communale et d'un léger complément d'investigations au Pihon. Il est disponible en Mairie.

La station d'épuration est suffisante pour accueillir, du moins au chef-lieu, l'augmentation de population. Dans le reste des hameaux, l'aptitude des sols à recevoir un assainissement non collectif, et en l'absence d'un réseau collectif, tend à limiter une urbanisation complémentaire.

Contraintes

1 - Principes d'aménagement à respecter

L'article L145-3 du Code de l'Urbanisme encadre l'aménagement en zone de montagne.

En particulier :

- L'urbanisation doit se réaliser en continuité des bourgs, villages et hameaux existants.
- Les terres agricoles, ainsi que les espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard, doivent être protégés.
- La capacité d'accueil des espaces destinés à l'urbanisation doit être compatible avec la préservation des espaces naturels et agricoles

Par ailleurs, les secteurs constructibles doivent être desservis par les réseaux de façon satisfaisante et doivent soit être raccordés à un réseau collectif d'assainissement, soit être situés dans des terrains permettant l'assainissement individuel.

En matière de réseaux et de ressources,

- L'eau est limitée,
- L'assainissement individuel est possible uniquement dans certains secteurs (et l'assainissement collectif beaucoup trop onéreux),
- La route d'accès est étroite et sinueuse.

2 - Enjeux paysagers

La demande exprimée des populations urbaines ou locales à l'égard des paysages ruraux-patrimoniaux, est clairement une demande de conservation de l'identité locale, parfois même de protection réglementaire, qui s'inscrit désormais dans la logique d'une nouvelle économie rurale : tourisme, labels agricoles, vente à la ferme, etc,...

Les paysages ruraux-patrimoniaux sont très représentés dans les nouveaux guides touristiques sans pour autant atteindre la notoriété des grands sites naturels. Il s'agit davantage de paysages touristiques "à vivre" et "à consommer" que de sites à contempler.

- Sources : Les sept familles de paysages en Rhône-Alpes - DIREN -

3 - Risques

Risque de Crues torrentielles

Les risques d'inondation sont considérés avec des enjeux humains sur la base Prim.net. Ils ne concernent pas directement les secteurs urbanisés mais ils empêchent de rendre constructible le secteur du Fourcinet situé en aval des constructions actuelles.

Risque Mouvement de terrain

Les risques de mouvement de terrain sont considérés avec des enjeux humains sur la base Prim.net. Ils ne concernent pas les secteurs urbanisés.

Risque Feux de forêt

Depuis de nombreuses années, la forêt n'a pas subi de dommages liés aux feux. Les secteurs proposés à l'urbanisation sont situés en dehors de toute zone boisée.

Risque sismique

Il est nul (Zone 0) et concerne toute la commune sans distinction.

4 - Servitudes et projet

Aucune des zones urbanisées de la commune n'est touchée.

Elles concernent :

Catégorie	Gestionnaire	Description	Type de fait	N°	Date	Observation
A8	Office National des Forêts	Périmètres de restauration des terrains en montagne	Liste ONF		30-déc -83	Forêt domaniale de Val-Maravel
AS1	Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales	Protection des captages d'eau potable: - Beaudinard - Peyrol, - la Sebière, - La Gargotte.	Arrêté Préfectoral	102 4	30-mars-94	
T1	SNC	Ligne SNCF Livron-Gap	Décret			

CHOIX COMMUNAUX

Objectifs

La commune souhaite une croissance maîtrisée de sa population et attend de la carte communale une clarification concernant la constructibilité des terrains.

Elle ne souhaite pas avoir à financer l'extension de ses réseaux, la priorité financière de la commune étant la mise à niveau des infrastructures et l'utilisation des capacités existantes.

Elle souhaite aussi pouvoir utiliser le droit de préemption urbain pour ses projets.

En termes d'habitat, l'objectif est de permettre la réalisation d'une quinzaine de logements, une dizaine par construction neuve et environ 5 par réhabilitation de bâti existant.

Ces orientations sont conformes avec celles du PLH du Diois en cours d'élaboration. En particulier, l'étude en cours souligne que chaque commune a au moins un logement social, qu'il y a un besoin de production de logements pour les habitants actuels mais qu'il n'est pas nécessaire de produire systématiquement du logement social dans les petites communes.

En matière économique, la demande étant extrêmement faible, il n'y a pas lieu de prévoir de zone d'activité et la commune souhaite seulement accueillir d'éventuelles activités non nuisantes. Aucune activité économique privée justifiant de l'éloignement des secteurs habités n'est envisagée.

En matière de protection, l'objectif est bien évidemment de préserver les espaces agricoles et naturels.

Explication des choix

1 - Les besoins à satisfaire

En matière d'habitat, l'objectif est d'atteindre 10 logements neufs environ.

2 - Les secteurs constructibles retenus

Les secteurs constructibles retenus correspondent à la volonté de :

- limiter la construction à la proximité des constructions existantes (pas de nouveau hameau),
- protéger les zones agricoles,
- ne pas engager la commune dans des travaux coûteux d'équipement.
- ne pas s'étendre vers des secteurs d'inventaire écologique ou repérés comme à risques

Les autorisations de construire sont dans tous les cas dépendantes de la conformité des projets aux indications du Zonage d'assainissement. Ainsi, pour les parcelles inaptées à l'assainissement non collectif, les autorisations ne pourront être délivrées qu'après réalisation d'un assainissement collectif conforme aux normes (article L.111-4 du Code de l'Urbanisme).

Le schéma directeur d'assainissement comportant le zonage d'assainissement a été approuvé par le Conseil Municipal le 4 Décembre 2009.

Le secteur du chef-lieu correspond à l'enveloppe des parcelles limitrophes des constructions existantes, à condition qu'elles puissent être desservies en assainissement collectif sans frais supplémentaires. De 5 à un grand maximum de 9 maisons pourraient y être construites.

Le secteur de la Bâtie Crémézin correspond à une légère extension du groupe d'habitations existant vers le seul terrain "apte à l'assainissement non collectif" indiqué par le Schéma Directeur d'Assainissement. En effet, il reste une attente de branchement sur l'assainissement commun réalisé par la Commune. Une maison supplémentaire pourrait y être construite.

Le secteur du Pilhon correspond, là aussi, au contour du hameau existant, étendu aux seuls terrains reconnus comme aptes à l'assainissement non collectif. Conformément aux conclusions de l'enquête publique, la parcelle située devant l'église n'est pas constructible au titre de la protection des vues sur l'église. Cette très légère extension est localisée à l'Ouest pour préserver la zone agricole et la richesse écologique (ZNIEFF). De 2 à 4 maisons pourraient y être construites.

Au total, il pourra se construire de 8 à 14 maisons supplémentaires. La position des parcelles favorise un usage familial local des constructions à venir.

3 - Le changement de destination des bâtiments agricoles et la reconstruction

Ils sont autorisés sur l'ensemble de la commune, dans les conditions fixées à l'article L.111-3 du Code de l'Urbanisme, sous réserve d'une desserte suffisante par les réseaux (cf. article L.111-4 en annexe).

4 - Les activités

Il n'est pas envisagé de créer de zones d'activités vu la faiblesse de la demande.

PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT

Incidence des choix sur l'environnement

1 - Impacts sur la faune et la flore

Les secteurs retenus ne concernent pas les zones naturelles de la Commune.

Il s'agit de secteurs localisés en continuité ou au milieu d'une urbanisation existante et en limite de terrains agricoles.

Seul le hameau du Pilhon est partiellement inclus dans la ZNIEFF du Haut-Diois, Massif du Jocou.

On rappelle que ce site représente une surface de 9.924 ha et que le zonage du hameau ne comporte aucune extension du côté Est concerné par la ZNIEFF.

Globalement, l'impact sur la faune et la flore est donc négligeable.

2 - Impacts sur le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage

En matière d'assainissement, le chef-lieu, Fourcinet, est raccordé au réseau d'assainissement collectif. Une urbanisation complémentaire viendra grossir l'urbanisation déjà existante. La capacité actuelle de la station d'épuration est suffisante pour recevoir les effluents des constructions nouvelles.

L'assainissement non collectif reste envisagé dans les hameaux du Pilhon et de la Bâtie Crémézin, en sachant tout de même que la constructibilité reste limitée.

En matière d'eaux pluviales, l'impact sur les sols est lié à l'imperméabilisation de surfaces supplémentaires. La présence d'exutoires naturels à proximité immédiate du village et des hameaux permet une évacuation sans difficulté majeure de ces eaux pluviales.

L'urbanisation future ne modifiera pas la situation actuelle en ce qui concerne l'eau potable, dont la ressource reste suffisante.

Le complément de construction ne devrait pas modifier la qualité de l'air, vu le faible nombre de constructions concernées. A fortiori, le climat n'en sera pas modifié non plus.

En matière de paysage, les constructions nouvelles peu nombreuses et proches du village et des hameaux seront très peu visibles puisqu'elles viendront compléter une urbanisation existante.

On s'inscrit donc dans l'esprit du document "Les 7 familles de paysages en Rhône-Alpes" qui préconise de rester dans la conservation de l'identité locale pour entrer dans la logique d'une nouvelle économie rurale : tourisme, labels agricoles, vente à la ferme, etc,...

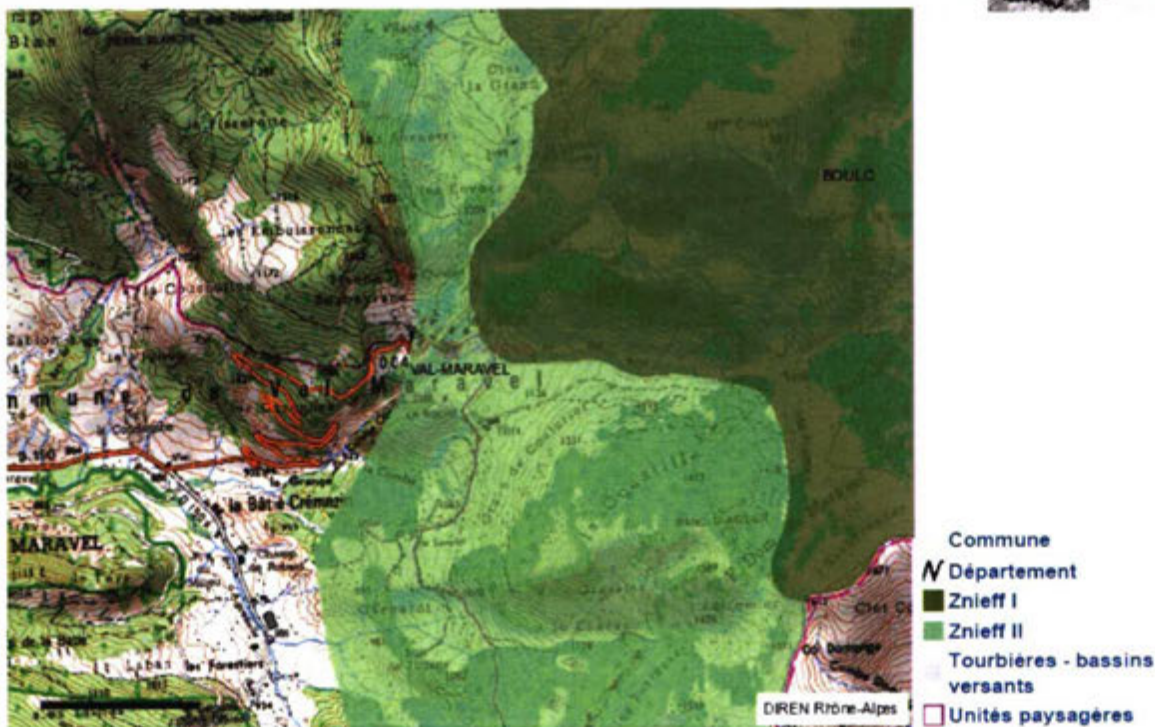
Préservation et mise en valeur

On a vu que le choix des secteurs d'urbanisation a été réalisé dans le souci du respect de l'environnement, tant par leur ampleur que par leur localisation.

Une carte communale ne permet pas d'édicter un règlement particulier et on pourrait craindre une urbanisation mal maîtrisée. Le Règlement National d'Urbanisme donne cependant quelques possibilités de contrôle de la qualité architecturale et de l'insertion dans l'environnement des constructions projetées (Articles R 111-14-2, R 111-15 et R 111-21 du Code de l'Urbanisme).

Situation du Pilhon vis à vis de la ZNIEFF du Haut-Diois - Massif du Jocou

Données environnementales localisées



Tous droits réservés.

Document imprimé le 11/12/2007, serveur CARMEN v1.5 : <http://carto.ecologie.gouv.fr>, Service : RHA [30W]